

# PARTI ET SYNDICAT

ROBERT GRIMM

EDITÉ PAR LE COMITÉ DIRECTEUR  
DU PARTI SOCIALISTE  
SUISSE ■ ■ ■ PRIX 10 CENT.

## PARTI ET SYNDICAT

ROBERT GRIMM

Édité par le Comité directeur du Parti socialiste suisse

Prix 10 cent [1911].

*Nous publions cette brochure ensuite d'une décision du Congrès du Parti socialiste suisse, tenu à Bâle, les 26/27 novembre 1910. C'est une brochure de propagande, destinée à pénétrer dans tous les milieux socialistes. Elle reproduit le discours prononcé par le camarade Robert Grimm sur la question des rapports qui doivent exister entre le parti et les syndicats. Le Congrès a approuvé, au point de vue des principes, l'exposé du rapporteur.*

*Nous donnons également à la fin de la brochure le texte, mis au net par une commission de rédaction, de la résolution adoptée par le Congrès à cette occasion.*

*Le prix de la brochure a été fixé à 10 ct. Il est de 8 ct. pour des commandes d'une certaine quantité.*

*Adresser toutes les commandes à l'Imprimerie de l'Union à Berne, Kappellenstrasse 6.*

## INTRODUCTION

Si l'on voulait porter un jugement sur les rapports entre parti et syndicats, en se plaçant au point de vue du programme et des conditions d'organisation du parti socialiste, on serait conduit à dire, sans autre, que toute discussion de cet objet est superflue. En effet, le programme du parti et ses statuts renferment des principes généraux qui projettent en pleine lumière les relations entre les deux organisations. C'est ainsi que le programme du parti dit expressément: la lutte politique ouvrière trouve son complètement naturel et nécessaire dans l'organisation professionnelle syndicale. Et le statut du parti lui fait un devoir, ainsi qu'à toutes les organisations qui le constituent, de travailler au développement de l'organisation syndicale unifiée, étant donné aussi que les syndicats, de leur côté, reconnaissent leur devoir de contribuer au développement du mouvement politique unifié. Ainsi donc, le parti reconnaît autant la nécessité des syndicats que leur mise sur un pied d'égalité avec l'organisation politique du prolétariat. La question est résolue, tant au point de vue des principes qu'au point de vue théorique. Mais nous ne trouvons pas de dispositions semblables dans les statuts de l'Union suisse des fédérations syndicales ou dans ceux des fédérations qui lui sont affiliées. Il fut un temps, cependant, où les statuts de la Fédération suisse des syndicats professionnels disaient clairement que l'organisation centrale des syndicats se plaçait résolument sur le terrain de la démocratie socialiste. Quelques fédérations existaient aussi qui avaient adopté ce principe dans les dispositions sur lesquelles reposait leur organisation. Et voici venir, vers 1890, la question de la neutralité qui donna lieu à des débats très vifs au Congrès ouvrier de Lucerne, et qui trouva son expression, trois années plus tard, dans la thèse que voici, acceptée sur la proposition de Greulich, au Congrès de la Fédération suisse des syndicats professionnels, tenu à Olten, le 28 septembre 1902.

«Au point de vue *politique*: La Fédération suisse des syndicats professionnels et ses fédérations qui ne doivent appartenir à aucun parti politique et ne payer aucune cotisation dans ce but-là, peuvent organiser des campagnes en faveur des lois protectrices du travail, ainsi que pour des revendications ouvrières ayant une portée de politique sociale; elles peuvent aussi les appuyer de leurs moyens financiers.

Les sections locales des fédérations peuvent faire partie d'Unions ouvrières locales ou cantonales et prélever des cotisations obligatoires pour des buts syndicaux ou pour des campagnes de politique sociale. *Mais aucun membre ne peut être astreint à payer des cotisations à un parti politique ou à prendre part à des démonstrations ou à des campagnes de politique de parti.»*

C'est sous cette forme donc que le principe de la neutralité politique des syndicats avait été admis. Ce principe qui semblait intangible, fut entamé pour la première fois quand, au moment de la réorganisation de la Fédération suisse des syndicats professionnels, au Congrès d'Olten en 1908, il fut stipulé, dans les nouveaux statuts, que l'*Union suisse des fédérations syndicales* était une organisation de fédérations se plaçant sur le terrain de la *lutte de classe prolétarienne*.

Mais dans la pratique de la vie syndicale, il est vrai, l'application du principe de neutralité se présenta tout autrement que beaucoup ne l'avaient craint au lendemain du Congrès ouvrier de Lucerne. *L'union personnelle* qui prit une très grande valeur du fait de l'entente des organisations professionnelle et politiques dans les *unions ouvrières locales*, montra clairement que la lutte économique de la classe ouvrière ne pourrait jamais être séparée complètement de la lutte politique du prolétariat.

Malgré les déclarations de principe du parti et malgré la pratique syndicale, il fut permis, à de nombreuses reprises, au cours des expériences faites pendant les luttes quotidiennes, de constater que les manières de voir divergeaient dans la question des relations entre parti et syndicat. Ces derniers temps, ces divergences profondes sont surtout apparues à l'époque des luttes, dans lesquelles étaient engagés les maçons, les ouvriers sur métaux, les brasseurs. Et au cours de la discussion qui s'est engagée autour des thèses du rapporteur, des différences sont apparues, non

seulement au point de vue de la tactique, mais même celui des principes et de la façon de comprendre le problème posé. Et cela s'est vu, hier aussi, au moment où l'on parlait de la réorganisation du parti.

Avant d'entrer dans les questions de détail et dans celle de la réglementation organique des rapports entre les deux organisations, il me semble qu'un examen complet de l'essence, de la valeur réelle, de la possibilité d'action du parti et des syndicats s'impose.

## **L'organisation professionnelle ouvrière**

Il y a trois façons de comprendre la valeur de l'organisation professionnelle ouvrière. Et elles sont profondément divergentes les unes des autres.

### **La conception des réformateurs sociaux**

Les *réformateurs sociaux bourgeois*, et les ouvriers syndiqués qui n'ont pas encore une vue claire des relations économiques et sociales, admettent que les syndicats ont à travailler *exclusivement* dans le cadre de la société capitaliste. Leur but ne doit pas être la révolution. Ce qu'ils doivent chercher à obtenir, ce sont des réformes. Ils ne doivent point œuvrer à la disparition de la société capitaliste, mais bien à l'établissement d'un équilibre pacifique entre le capital et le travail, sur la base du mode de production actuel. De là découle naturellement que les syndicats n'aient rien à faire ni avec le socialisme ni avec la démocratie socialiste qui veulent une autre organisation sociale, qu'ils doivent rester neutres en face de cette doctrine et de ce parti. Et neutres au sens le plus absolu du mot.

Il a pu sembler un moment, dans quelques pays et à une époque donnée, que la pratique allait donner raison à cette manière de voir. En Angleterre, le berceau de l'organisation professionnelle, les syndicats refusèrent, de longues années durant, d'avoir quelque relation que ce soit avec le parti socialiste. Et quand ils prenaient part à la vie politique, ils le faisaient sans affirmer aucune idée de classe consciente. Sur le continent également, il semblait que les réformateurs sociaux de la bourgeoisie allaient avoir raison. Leur manière de voir était du reste confirmée par l'activité que déployaient certaines associations syndicales, activité qui avait permis à celles-ci de remporter, pour leurs membres, des avantages relativement importants, grâce à des mesures de caractère corporatif limitant la concurrence des ouvriers entre eux dans un domaine où les conditions de la production avaient encore pris une tournure fort peu moderne. Ces organisations ne vivaient guère sur un pied d'amitié avec la démocratie socialiste. En général, elles la tenaient à l'écart. Et il arriva même qu'on put croire que le fossé creusé entre la démocratie socialiste et les syndicats reposant sur l'idée corporative pure, allait s'élargir encore.

Mais voici que depuis quelques années la situation est devenue meilleure. Et même là où il y a encore des survivances de jadis, on constate cependant, avec joie, une très forte tendance à un rapprochement avec le parti.

L'harmonie prétendue entre le capital et le travail a pu conduire aussi à la constitution de soi-disant syndicats «neutres». En réalité, ce sont des organisations qui ont toujours barboté dans le marécage d'un parti quelconque de la bourgeoisie. Mais ces syndicats, eux aussi, ne peuvent pas échapper à la logique impitoyable des faits. Et plus ils avancent, plus ils comprennent qu'on ne peut améliorer la condition de l'ouvrier en marchant la main dans la main avec le capitalisme, mais bien en prenant position *contre* lui.

### **La conception syndicaliste**

Les *syndicalistes* ont une autre conception de l'organisation professionnelle. Eux aussi, de même que les réformateurs sociaux de la bourgeoisie, exigent la neutralité politique totale des syndicats. Cependant, leurs raisons sont autres.

Il ne suffit pas, à la classe ouvrière, qu'elle s'organise pour travailler purement et simplement à améliorer son salaire, à obtenir une plus courte journée de travail, qu'elle ne s'attelle, en un mot, qu'à une transformation de ses conditions de travail. Car, les conditions de travail seraient-elles encore meilleures que celles d'aujourd'hui, il n'en resterait pas moins que l'ouvrier sera toujours l'esclave et l'exploité du capital. La lutte contre le capitalisme, la disparition totale de celui-ci, voilà le but que doit poursuivre la classe ouvrière. C'est à cette condition-là seulement qu'il vaut de vivre.

Mais la lutte contre la classe capitaliste ne peut pas être conduite par les «représentants» du prolétariat. Il faut que la masse elle-même se mette en mouvement. C'est elle seule qui peut être l'artisan de sa liberté, et non point ses chefs ou ses représentants. Le but auquel doit atteindre la classe ouvrière, ce n'est pas la conquête du pouvoir politique. Cette conquête n'a rien à voir avec la libération de l'esclavage économique.

C'est pourquoi les syndicalistes n'admettent que la lutte *économique*, engagée contre la domination du capitalisme. Et les moyens de lutte, ce sont les syndicats seulement. Là, ce sont les ouvriers qui agissent eux-mêmes; ils font directement opposition au capitalisme. Et quand ils livrent bataille, ils ne sont pas influencés par des gens qui ne sont pas, comme les salariés, exploités directement par l'entrepreneur. Et pour que la victoire soit la conclusion de ces batailles, il faut que l'entrepreneur capitaliste sente à chaque instant la toute-puissance de la classe ouvrière et prenne conscience de l'importance de son rôle dans le processus de la production. De là la nécessité de ne «jamais laisser le patronat tranquille», de le vexer, de l'irriter par toutes sortes de moyens et de faire intervenir continuellement «le refus de la force de travail». La multiplicité des grèves conduit, en fin de compte, à faire l'éducation de l'ouvrier. Dans ces mouvements de grève, rapprochés les uns des autres, la classe ouvrière travaille au développement de ses facultés. Et il lui sera loisible, un jour, de déployer toute sa puissance dans une grande grève générale. Et c'est cet arrêt général du travail qui détruira la suprématie du capitalisme.

La tâche des syndicats déborde même le cadre de l'ordre social capitaliste, puisqu'ils contiennent déjà les premiers germes de la Société nouvelle. Car, dès que dans une exploitation la majorité des ouvriers qui y travaillent est organisée, cette majorité est capable également de diriger cette exploitation. Il n'y a qu'à éliminer le propriétaire capitaliste. Les syndicats sont donc les porteurs de la production future, pendant que les coopératives de consommation auraient à s'occuper de la distribution des produits.

Du moment que les syndicats sont appelés à jouer ce rôle révolutionnaire, pas n'est besoin pour eux de posséder d'importants fonds de combat, ni d'organiser des institutions de secours ou d'assurance. Ce n'est pas par des moyens d'argent qu'on livre des batailles dont le succès doit être durable. Il suffit de refuser de travailler pour le compte d'un exploiteur, pour qu'aussitôt il ne puisse plus faire de mal et que soit mis fin à son existence.

Il faut dire que, jusqu'à maintenant, les syndicalistes n'ont pas remporté de brillants succès, ni avec leurs principes ni avec la tactique qui en découle en ligne directe. Cette doctrine ne peut avoir quelque chance de réussite que là où le développement économique est encore la forme prédominante du mode de production, et où le patronat n'est pas encore groupé dans de puissantes organisations. Mais dans les pays où la concentration industrielle est fortement développée déjà, et où les syndicats trouvent en face d'eux, non pas seulement un patron isolé, mais le groupement total des entrepreneurs, la pratique syndicaliste fait lamentablement fiasco.

### **La conception de la démocratie socialiste**

Quant à la *démocratie socialiste*, elle comprend autrement l'organisation professionnelle. Elle rejette les deux conceptions que nous venons de voir, quant à leurs conséquences, et prend dans l'une comme dans l'autre ce qui est conforme à la réalité. En faisant cela, elle reste fidèle au principe qui veut que ce qui est nécessaire et fondé dans des *conditions strictement déterminées*, doit être abandonné et remplacé par quelque chose d'autre, quand ces conditions strictement déterminées

n'existent plus. Ici, comme dans toutes les autres formes de son activité, la démocratie socialiste tient compte du développement social général et de son caractère dialectique.

Tout d'abord, il est exact de dire que le domaine dans lequel se meuvent les syndicats est bien renfermé dans les limites de la société capitaliste. L'activité syndicale se manifeste tout d'abord par la lutte pour des réformes immédiates, pour des intérêts matériels, bien petits quelquefois, tel qu'il s'en présente chaque jour et dans la forme sous laquelle ils apparaissent à l'ouvrier. Pour le moment, il s'agit surtout de la diminution de la durée de la journée de travail, de l'obtention de plus hauts salaires, de l'amélioration des installations hygiéniques dans les usines, d'une meilleure protection ouvrière, autrement dit, d'améliorer la valeur de la marchandise «travail», de faire de l'existence de l'ouvrier quelque chose de plus supportable, *dans les limites mêmes de l'ordre social actuel.*

Et pour atteindre ce but, quel est le premier moyen que les ouvriers emploient? Ils s'organisent dans les mêmes branches d'industrie ou dans les mêmes industries. L'ouvrier isolé est impuissant en face du patron. Mais plus est grand le nombre de ceux qui sont organisés, plus est complète l'organisation des ouvriers d'une branche ou d'une industrie, moins les victoires sont aléatoires. Et comme il s'agit d'intérêts purement économiques, il va de soi, il est tout naturel, qu'il faille observer *la plus stricte neutralité*, tant en matière de religion que de politique, et que l'organisation soit ouverte à tous ceux qui sont placés dans la même situation, au point de vue économique.

Mais l'organisation momentanée ne suffit point. Il faut qu'elle devienne quelque chose de stable, de solide, qu'elle dispose d'un certain nombre de moyens qui lui permettent de se défendre contre le danger sans cesse renaissant de voir les quelques avantages acquis disparaître par suite de la déloyauté du patron ou de l'emploi abusif de sa puissance économique. De là l'imposition de cotisations, dont la quotité augmente chaque année presque; la constitution de *fonds de guerre et de secours* qui permettent d'organiser des *grèves* et de résister aux *lock-outs*. Et à mesure que se développent les syndicats, à mesure se fait sentir le besoin des *fonctionnaires administratifs permanents* qui s'occupent des questions administratives courantes, qui dirigent méthodiquement l'agitation, qui soient indépendants et, en un mot, des hommes de confiance placés complètement en dehors de la sphère des influences patronales.

Petit à petit, les *méthodes de combat se transforment* également. Les grèves violentes qui éclatent spontanément et qui, aux débuts de l'industrie moderne, affectèrent parfois l'allure de mouvements de révolte désordonnés, disparaissent de plus en plus. La bataille est livrée *méthodiquement* maintenant. Elle est ordonnée, alors que jadis il en allait tout autrement. Il se crée toute une stratégie de la grève. On pèse le pour et le contre. Et il faut que tout soit préparé avec d'autant plus de soin et de conscience que l'organisation est plus forte numériquement, et que les masses qui vont se mettre en mouvement sont plus considérables.

Dès que la lutte a pris un certain degré de développement, les syndicats ne s'en tiennent pas non plus aux promesses et aux arrangements oraux dont les patrons aimeraient à se contenter. Les ouvriers demandent à avoir le droit de discuter de leurs conditions de salaire et de travail. De là ces *ententes contractuelles*, autrement dit les contrats de travail, qui doivent reposer sur l'égalité des droits des deux parties.

Tous ces efforts et tous les moyens employés pour les faire aboutir, ne sont donc pas dirigés en toute première ligne contre l'existence même du capitalisme. Il ne s'agit, en l'espèce, que d'obtenir un prix de vente aussi élevé que possible de la marchandise force de travail, que de travailler à une diminution de l'exploitation existante, mais nullement de faire disparaître cette exploitation elle-même. Ce que nous entendons donc par le mot «révolutionnaire», ne peut nullement s'appliquer à cette période première de la lutte syndicale.

Toutefois, ce n'est pas encore là toute l'essence du mouvement syndical. Il faut examiner une autre face de la question qui apparaît toujours plus, à mesure que le mouvement syndical va se développant, et qui montre bien que, dans les syndicats aussi, il y a des tendances anticapitalistes qui poussent des racines toujours plus profondes.

Les conditions, dans lesquelles les syndicats livrent bataille, se transforment. Si autrefois les victoires étaient, relativement, facilement remportées, on se heurte aujourd'hui à des difficultés que l'on ne connaissait pas hier.

La concentration du capital, les limites posées à la concurrence entre capitalistes, ne conduisent pas seulement à la constitution d'associations économiques capitalistes ou en favorisent l'ascension, associations qui ont tout d'abord pour but d'organiser la distribution des marchandises et plus tard leur production. L'intense développement capitaliste entraîne également la création d'*organisations d'entrepreneurs* qui ont pour but de combattre les syndicats et leurs revendications. Que les ouvriers attaquent un seul entrepreneur, et tout de suite les autres entrepreneurs considèrent que cette attaque est dirigée contre leur collectivité, contre l'ensemble des patrons de leur branche, et dans un stade ultérieur de leur développement, contre la classe patronale tout entière.

Cet esprit de solidarité entre les patrons a pour conséquence toute naturelle l'agrandissement du terrain sur lequel l'organisation professionnelle livre bataille. Les luttes passent par-dessus les frontières locales, deviennent des luttes nationales et, par une extension plus grande encore, elles affectent nettement un caractère d'internationalité. Actuellement, ce sont toujours de plus grandes masses qui se mettent en mouvement. Et ce fait explique qu'inéluctablement les conflits deviennent toujours plus âpres et prennent des formes de plus en plus violentes.

Or, à mesure que les batailles économiques deviennent plus violentes, à mesure qu'elles sont plus âpres et se livrent sur des champs de bataille plus vastes, à mesure croît aussi la résistance des syndicats. *Mais ce qui croît encore plus rapidement, c'est la résistance du patronat organisé.* Non seulement le patronat d'aujourd'hui entre en scène dans des grèves défensives contre le syndicat, mais il passe de la défensive à l'offensive, de la résistance à l'attaque.

Cette transformation dans les faits explique que les victoires professionnelles prennent, avec le temps, une autre figure, qu'elles exigent une plus grande somme de courage et de moyens de lutte et que, malgré cela, elles n'aboutissent pas aux mêmes résultats que les mouvements professionnels d'autrefois.

Et puis, il ne faut pas perdre de vue non plus la marche générale du développement de l'économie capitaliste. La technique se perfectionne; des méthodes de travail supérieures aux anciennes s'introduisent; chaque jour la machine se substitue au travail manuel. Il y a là progrès incessant.

*La concurrence sur le marché du travail croît, pendant que diminue la concurrence entre les entrepreneurs capitalistes.* En même temps, le nombre des ouvriers qualifiés diminue, en égard de celui des non qualifiés. De plus en plus l'entrepreneur trouve facilement des forces de travail pour des fonctions qui ne sont pas occupées ou pour des ouvriers qu'il veut renvoyer. Il est hors de doute que tous ces facteurs placent le syndicat dans une situation plus mauvaise que jadis et qui ne peut être conjurée, partiellement que par un renforcement plus considérable, plus énergique des moyens de lutte.

Une autre conséquence de cette concentration des moyens de production et de ce perfectionnement continu des organisations patronales, c'est *l'augmentation constante du prix de la vie*; augmentation qui retombe lourdement sur les épaules des travailleurs et qui rend bien illusoire les avantages remportés par le syndicat. Même l'organisation ouvrière que l'on représente comme la meilleure en Suisse, celle qui est la plus solidement assise et qui, jusqu'à maintenant, a déployé la plus robuste activité, même la *Fédération des typographes* est obligée de reconnaître, dans son journal, que toutes les augmentations de salaire n'ont pas pu arrêter l'avilissement effectif des revenus. Certes, les salaires se sont améliorés, grâce au labeur incessant des syndicats. Mais le prix des marchandises a crû bien plus rapidement encore. Et c'est là un fait qui mérite de retenir notre sérieuse attention, étant donné que justement les typographes croyaient qu'en empêchant une technique supérieure d'entrer chez eux ou qu'en opposant une digue à un trop grand afflux de forces de travail, ils pourraient se procurer des avantages spéciaux et rétablir un équilibre efficace entre les salaires et le prix plus élevé de la vie.

Il ne faudrait évidemment pas conclure de ces faits que dans les conditions actuelles la lutte syndicale n'ait, en somme, plus aucune valeur et que le syndicat soit inutile en tant qu'organisation de combat. Il suffit de constater un simple fait: *c'est que sans l'activité des syndicats, le sort de la classe ouvrière serait encore plus misérable qu'il n'est aujourd'hui*. Et quand on l'aura constaté, on ne conclura plus à l'inutilité du syndicat. Au contraire, on encouragera les ouvriers à continuer la bataille économique avec la dernière des énergies.

Il est bien certain que les situations nouvelles que nous venons d'analyser exercent une influence très grande sur les syndicats et sur leurs membres. S'ils voient tout d'abord leur adversaire dans la *personne* du patron qui exploite l'ouvrier et l'asservit, ils auront tôt la compréhension qu'en dernière fin le patron est lui-même le produit de circonstances déterminées, auxquelles il est obligé de se plier. Peu à peu, dans leur entendement, l'idée fait son chemin que pour améliorer les conditions d'existence du prolétariat, ce ne sont pas seulement les patrons qui s'opposent à eux, mais bien tout le *système économique capitaliste*. Et rien ne peut contribuer plus à faire pénétrer cette idée dans le cerveau des ouvriers que les déclarations des patrons affirmant, livres d'affaires en mains, que toute nouvelle concession aux syndicats risque de mettre en péril l'existence même de leur entreprise. L'ouvrier comprend donc qu'il sera toujours la proie d'une misère qui va croissant, tant que vivra le monde capitaliste; que même une légère diminution de son exploitation ne lui sert pas à grand'chose et que ses conditions de vie ne se transformeront vraiment que quand il aura fait table rase de l'actuel mode de production.

Cette conscience toujours plus claire de la situation, cette *compréhension des interdépendances sociales*, tout cela forme déjà un *moment révolutionnaire* de la lutte des syndicats. Mais cela n'épuise pas encore la signification révolutionnaire du syndicalisme.

À mesure que le syndiqué est conduit, par la logique des faits, à se rendre compte que ses intérêts sont absolument contradictoires de ceux de l'entrepreneur capitaliste et que, de moins en moins, ses besoins peuvent être satisfaits dans les limites de la société capitaliste, à mesure se précise en son intelligence l'idée que l'État n'est pas quelque chose de neutre qui plane au-dessus des luttes et des tempêtes de la vie économique, et que ce qu'on lui a raconté est inexact. Le moindre des mouvements de syndicat projette en pleine clarté *le caractère de classe de l'État d'aujourd'hui* et montre comment il est devenu un instrument de la classe dominante, dont la fonction fondamentale est de se mettre à la traverse de la classe ouvrière dans son mouvement ascensionnel économique et de civilisation. La *stagnation dans la législation protectrice du travail, la politique douanière de famine* que beaucoup encouragent, bien que le prix de la vie augmente sans cesse, le bon vouloir que l'on montre à l'endroit des moindres désirs de la classe patronale, jettent le doute dans les esprits sur cette définition vulgaire du rôle de l'État moderne. Mais ce qui montre mieux encore au syndiqué que la notion bourgeoise de l'État «neutre» est fausse comme un jeton, c'est *qu'on fixe des limites à son droit de coalition, juste au moment où il en aurait le plus besoin*. C'est alors qu'on fabrique quelque bonne *petite loi d'exception*, essentiellement dirigée contre les organisations économiques de la classe ouvrière. C'est alors qu'on fait intervenir dans les conflits économiques, et souvent avec la dernière des violences, les *forces de police*, celles de la *troupe*, et cela toujours en faveur du patronat. Alors, d'un coup, des horizons nouveaux s'ouvrent, des voiles se déchirent et ce que l'ouvrier ne comprenait pas, il le saisit maintenant: *les relations étroites qui existent entre la vie économique et la vie politique*.

Et c'est ainsi que la pratique de la vie syndicale conduit à une transformation révolutionnaire nouvelle dans les modes de penser de l'ouvrier. Sa *conscience de classe*, qui n'était que bien faible d'abord, devient de plus en plus profonde, à mesure que se précisent les contradictions économiques. Et l'ouvrier comprend alors *la nécessité de la bataille politique des travailleurs*.

C'est alors que le syndiqué comprend que la lutte économique seule ne suffit point si l'on veut faire disparaître une fois pour toutes le capitalisme. Pour balayer tous les obstacles qui barrent la route à la classe ouvrière, en marche vers la libération économique, il faut que le prolétariat prenne part à la vie politique tout autant qu'à l'action syndicale. La victoire définitive de la classe ouvrière ne sera qu'au prix d'une entente étroite des deux organisations qui sont engagées dans la lutte.

## Les rapports du parti avec les syndicats

Nous avons vu combien les syndicats sont nécessaires, indispensables, pour la libération de la classe ouvrière. Nous avons fixé également les limites entre lesquelles ils peuvent agir. Nous avons montré la nécessité absolue de la liaison étroite qui doit exister entre la lutte syndicale et l'action politique du prolétariat. Examinons maintenant les relations qui doivent exister entre le parti et les syndicats. Là encore, les idées ne sont rien moins que claires; elles le sont peut-être encore moins que celles qui règnent dans les syndicats sur les rapports avec le parti. N'avons-nous pas entendu dire, il n'y a pas longtemps encore, que ce serait la ruine du parti que de laisser pénétrer l'influence des syndiqués dans la politique socialiste. On a parlé de «non-compréhension étrangère et de politique de secrétaires de syndicats»; on a parlé d'un «chariot enlisé dans le marais».

On a cru bon de faire front contre «l'opinion des têtes brûlées de l'extrême-gauche» et contre la «dictature des secrétaires».

Il est heureux de constater que cette idée paradoxale tend à disparaître de plus en plus, idée qui voulait faire croire au danger que ferait courir aux intérêts du parti la participation toujours croissante des ouvriers à la politique socialiste. Et bien que cette conception se fasse toujours plus rare, il est nécessaire cependant d'en rechercher les origines.

Il est vrai que certains incidents se sont produits – que l'on a eu le droit de qualifier de déraillements – aussi bien dans le mouvement professionnel que dans le mouvement politique, et qui ont contribué à donner à cette manière de voir un semblant de raison. Mais la cause vraie est à rechercher plus profond. Elle n'est pas seulement due au hasard. Elle repose sur une conception inexacte, *au point de vue du principe*, de la valeur des deux formes d'organisation de la classe ouvrière et de la valeur et de l'essence de leurs tâches à toutes deux.

Du fait que le syndicat s'occupe tout d'abord, exclusivement des besognes de l'heure présente, qu'il bataille pour des réformes momentanées, pratiques, que, pour les raisons que nous avons données plus haut, ses succès deviennent de plus en plus aléatoires, qu'il ne poursuit pas un but final qui le conduise au-delà des limites de la société capitaliste, alors que le parti travaille à une disparition complète de la suprématie capitaliste, à l'instauration d'un nouvel ordre social, l'ordre socialiste qu'il pose comme but final, on déduit très souvent que les syndicats n'ont pas la même signification que le parti et que, dans certaines circonstances, il faut que les premiers se subordonnent au dernier. On affirme également le fait que le parti est au-dessus des syndicats, parce que des syndiqués peuvent, sans abandonner aucune de leurs conceptions du monde, se rallier à l'organisation économique, tandis que chez le socialiste on présuppose une transformation fondamentale dans ses modes de penser, *une rupture complète avec le penser bourgeois*. Il y aurait dans ce changement un moment révolutionnaire qui manque au syndiqué comme tel. Si l'on vient dire encore que, certes, les syndicats peuvent bien arracher au patronat de meilleures conditions de salaire et de travail, mais qu'abandonnés à eux-mêmes, laissés seuls, ils finissent par perdre ce qu'ils ont acquis, à moins que le parti ne s'en mêle; faut-il s'étonner alors que l'on place le parti au-dessus des syndicats et que l'on accorde au premier une valeur supérieure à celle des seconds.

Et cette manière de voir est encore renforcée par des facteurs qui proviennent de la situation spéciale de nos conditions de vie politique et de leur évolution.

Nous possédons, en Suisse, des droits politiques relativement étendus, bien que ni théoriquement ni pratiquement nous ne soyons une démocratie directe. Du fait qu'existe le droit de votation et d'élection, il est possible, à la classe ouvrière – du moins aux ouvriers de nationalité suisse – de déployer leur activité dans la plupart des domaines de la vie politique. Et le suffrage universel est complété encore par deux institutions de valeur que sont le droit d'initiative et le referendum.

Faut-il s'étonner alors que dans des circonstances semblables l'idée prenne racine de ci, de là, dans le parti, que la classe ouvrière occupe une situation toute privilégiée dans la lutte de classe et qu'il lui soit beaucoup plus facile de lutter contre toutes les forces de domination que ce n'est le



cas pour la classe ouvrière d'autres pays. Toutes les conditions sont réunies chez nous pour que, grâce au déploiement d'une intense activité politique, nous puissions pénétrer lentement, mais sûrement dans la société de demain. C'est ainsi que très souvent «le bulletin de vote» est regardé comme le moyen par excellence de la libération politique et, par suite, de la libération économique, et que la conquête, par le parti, d'un siège de conseiller d'État est acclamée comme une grande «victoire». Aujourd'hui, nous en avons enlevé un; demain il y en aura un second; puis un troisième, jusqu'à ce que nous ayons la majorité.

Ce sont là des considérations qui très souvent aussi déterminent la tactique du parti. On envisage la possibilité de faire entrer un grand nombre de représentants socialistes dans les autorités, grâce au bulletin de vote, et de conquérir la puissance et l'influence après lesquelles on soupire déjà depuis si longtemps. De là les efforts faits pour récolter autant de voix que faire se peut. Mais, malheureusement, dans cette course à la *quantité*, on a souvent oublié la *qualité*. Et cela explique que dans les luttes politiques on ait très souvent craint d'affirmer trop nettement des revendications de classe, claires et précises, et que dans les milieux dirigeants on ait vu de mauvais œil des mouvements syndicaux, éclatant à la veille d'une votation ou d'une élection et prenant quelquefois une tournure un peu violente. C'est pour la même raison également que des discussions importantes et nécessaires ont été écartées, aussi bien dans le parti même que dans les congrès du parti. Chaque fois, cette position a été inspirée par la crainte que l'on éprouvait d'influer sur la situation politique, au grand dam du parti.

De nombreuses années durant, cette même manière de comprendre les choses a joué un rôle important et elle joue encore un rôle important dans l'activité des représentants parlementaires du parti. Et là il y a bien plus de la faute *du parti lui-même* que de la faute de ses représentants. Pour obtenir un grand nombre de suffrages on met en avant des candidatures qui sont peu ou pas du tout combattues par les partis bourgeois. On présente des camarades dont le nom est bien vu par les partis adverses et qui ne sont pas, comme d'autres, des «excitateurs révolutionnaires». De là à croire que les succès de l'activité parlementaire sont dus en première ligne, *non pas à la puissance des masses, mais bien aux capacités personnelles*, à l'intelligence et aux autres dons des élus, il n'y a guère qu'un tout petit pas. Et on comprend que, dans ces conditions, la moindre des critiques adressées à l'activité parlementaire des élus soit considérée comme une attaque inadmissible à leur personnalité, et que certains aillent jusqu'à dire que les camarades qui figurent dans les différentes autorités de notre pays, ne doivent pas tolérer la moindre des critiques. Avant tout, ils agissent selon leurs «convictions personnelles» et ils n'ont pas à se laisser placer sous la «tutelle» du parti ni à permettre qu'on leur impose un mandat impératif. Et quand la grande masse des camarades de parti n'est pas contente de cette réponse et qu'elle déclare que le parti ne connaît qu'une espèce de discipline, à laquelle tous les membres doivent se soumettre, que ses représentants au parlement sont responsables de leur activité devant lui, on sort le dernier des arguments, on joue sa dernière carte: «Ce n'est pas le parti qui nous a envoyés au Parlement. Ce sont les électeurs, et c'est à eux seuls que nous avons à répondre de nos actes, de nos votes, de nos interventions.»

Qu'y a-t-il de vrai dans tout ce fouillis de faits et d'idées, dans ce mode de penser qui ne manque pas de forme logique, mais qui possède le grave défaut de partir de prémisses absolument fausses.

Je reconnais volontiers que le caractère révolutionnaire du parti ressort bien plus vivement de son *programme* que ce n'est le cas pour les syndicats. *Mais la pratique montre que les syndicats n'agissent pas moins révolutionnairement et qu'il leur arrive même d'être plus révolutionnaires que le parti*. Nous avons déjà dit ici pourquoi il en est ainsi, pourquoi les syndicats ne sont pas seulement réformistes, amis constituent au sens réel du mot un élément révolutionnaire, décisif aussi pour la transformation de la société. Et quand on reconnaît le rôle révolutionnaire que les syndicats sont appelés à jouer dans la lutte pour la transformation fondamentale de la société, on en arrive tout naturellement à la conclusion que leur rôle n'est ni moins important ni moins nécessaire que celui de l'organisation politique de la classe ouvrière. De là évidemment *la parfaite égalité de droit des deux organisations*. Il faut

qu'il n'y ait ni suprématie de l'une sur l'autre ni subordination de l'une à l'autre. *Ce n'est que par une collaboration toujours plus étroite que les deux organisations seront capables de remplir leur tâche.*

Et puis on dit encore que les syndicats, leur tactique, leurs batailles ont parfois porté préjudice au parti et fait que son nombre de voix resta stationnaire, ou même a diminué. Sans doute, cela a pu se produire dans quelques cas particuliers. Et personne ne viendra soutenir que les syndicats n'ont jamais décrété que des grèves raisonnables, pas plus que le parti ne peut affirmer qu'il n'a jamais commis d'erreurs dans les actions qu'il a mises en mouvement. Mais *dabs sa généralité, cette affirmation est inexacte.* Inexacte, parce que ce n'est pas toujours à une bêtise commise par les syndicats qu'il fallut attribuer une diminution dans le chiffre des voix. C'est ailleurs qu'il faut regarder. Il faut voir avant tout la cause d'une diminution dans le changement qui s'est opéré *dans les conditions économiques générales et dans la situation sociale de nos électeurs.*

La démocratie socialiste suisse est sortie d'un milieu petit bourgeois. Et sa politique a été fatalement une politique de petit bourgeois, tant que n'est pas apparu un prolétariat, au sens absolu du mot, un prolétariat aux mouvements indépendants et à l'action consciente. À ce moment-là, des couches sociales qui n'étaient pas d'accord avec notre but final, qui n'admettaient pas la suppression de la propriété privée, pouvaient trouver place dans le parti, prendre part à ses luttes et lui donner leurs voix, tant qu'il s'agissait de revendications momentanées et non pas d'une pure revendication de classe prolétarienne. De même qu'au début du mouvement professionnel on avait vu des patrons et aussi des sociologues bourgeois sympathiser avec les syndicats, de même on a vu des centaines, animés d'un esprit de justice provenant de leur milieu petit bourgeois, aller au socialisme et fraterniser avec nous. Puis, tout d'un coup, revirement complet, quand dans les luttes syndicales les contradictions de classe, jusqu'alors cachées, apparaissent dans toute leur acuité. Les suiveurs ont disparu. Et l'action vivante de la classe ouvrière a eu pour conséquence une action plus vivante aussi des masses électorales bourgeoises. Il était impossible qu'il n'y eût pas des mouvements de recul. Mais il ne faut pas les porter au compte d'une tactique plus vivante des syndicats. Ils sortent tout naturellement des situations objectives, des faits.

Faut-il que le parti, pour éviter de semblables reculs, élève une barrière contre l'influence des syndicats, supprime le moment de la lutte de classe ou bien fasse disparaître celle-ci à l'arrière-plan de ses discussions? Faut-il qu'il s'inspire des suiveurs, de leurs besoins, de leurs désirs, quand il décide sa tactique, ou bien faut-il qu'il adapte celle-ci aux nécessités de la lutte de classe et aux conditions du développement social général? Certes, il peut le faire. Mais alors il perdrait la confiance de la classe ouvrière, *et la démocratie socialiste cesserait d'être la démocratie socialiste.* Et bientôt, elle ferait la douloureuse expérience qu'un parti qui n'est pas uniquement dirigé par des convictions sorties en ligne droite du développement même de la société, ne dure pas, ne peut pas durer, et qu'il se décomposerait aussi lamentablement qu'en beaucoup de pays se décompose le radicalisme.

Du reste, en Suisse, nous avons encore d'autres exemples pratiques qui nous indiquent où peut conduire une tactique qui s'occupe beaucoup plus de prendre en considération les opinions des suiveurs que les principes de la démocratie socialiste. *La chasse à un grand nombre d'électeurs et à des succès positifs immédiats, alors que le milieu n'était pas préparé pour cela, n'a pas peu contribué au développement du syndicalisme et de ses différentes modalités.* Chaque fois que dans un groupe local manque la clarté du but à atteindre, chaque fois que l'on craint, malgré les préjugés, l'étroitesse d'esprit et les idées fausses, de développer sans fard les principes fondamentaux de la démocratie socialiste, chaque fois le syndicalisme trouve un sol qui lui convient et il en profite pour semer la zizanie dans les rangs de la classe ouvrière. C'est donc commettre une erreur et démontrer qu'on ne possède pas une idée bien profonde des conditions de la lutte d'émancipation que de croire qu'on peut combattre le syndicalisme et le faire disparaître par quelques expressions violentes, par quelques injures occasionnelles ou par la phrase bien connue: la vieille tactique qui a fait ses preuves. Ce n'est pas en employant des termes de mépris, *mais bien en adaptant notre tactique aux besoins de la classe ouvrière,* en mettant en évidence ce que les ouvriers sentent instinctivement être l'essence même de la politique socialiste, à savoir qu'il faut considérer toute la classe exploitante et ceux qui la

représentent, les partis bourgeois, comme des adversaires irréductibles, voilà le seul moyen d'empêcher le développement ultérieur du syndicalisme et de retenir au parti grand nombre d'ouvriers aux sentiments nettement révolutionnaires.

Les progrès du parti ne peuvent donc pas se mesurer, *à tout prix*, à l'augmentation du nombre des électeurs socialistes. La démocratie socialiste ne sera grande et forte que quand elle marchera continuellement, et sans tenir compte d'aucunes considérations pour les revendications inscrites dans son programme. Et cela même quand les temps sont difficiles et qu'il y a peut-être lieu de craindre, une bonne fois, un mouvement de recul. Sans doute, ces mouvements de régression n'ont rien d'agréable, et nous comprenons qu'ils ne réjouissent pas ceux qui ne veulent alléguer que des succès, même quand ce ne sont, comme cela arrive parfois, que des succès apparents. La force d'un parti qui, comme le parti socialiste, doit remplir une mission historique mondiale, ne se montre pas seulement dans le fait qu'il veut vaincre et qu'il en a le courage. *Il lui faut avoir encore la force et le courage de supporter et de ne pas craindre des défaites et des reculs qui sont dans la nature même des choses.*

## Le parlementarisme

Le rôle que peuvent jouer les syndiqués dans l'activité générale du parti et la liaison étroite des deux organisations sont nécessaires et salutaires pour une autre raison encore.

Nous avons parlé déjà de cette compréhension naïve du socialisme parlementaire qui repose sur cette erreur que la lutte de classe livrera ses dernières batailles sur les parquets frottés et cirés des parlements. C'est elle qui hisse les représentants parlementaires du parti comme sur un piédestal, qui les protège d'avance contre toute critique et qui ne veut pas qu'ils soient soumis à cette même discipline qui fait cependant loi pour l'ensemble des camarades socialistes.

Certes, il ne saurait y avoir de doutes pour un socialiste. *La lutte parlementaire*, avec ce qui en est le corollaire tout indiqué, la participation aux élections et aux votations, *est pour le moment encore la forme la plus importante de la lutte politique.* Mais de là ne résulte pas que le prolétariat ait à genuflexionner tout d'abord pour les efforts que font ses représentants au parlement et pour la diplomatie qu'ils déploient quand le prolétariat obtient par ce moyen-là quelque satisfaction.

Sans doute la diplomatie des élus et leurs interventions heureuses jouent un grand rôle dans la vie parlementaire. Et le parti a tout intérêt à ce que ceux qui le représentent dans les différents corps constitués soient les orateurs les mieux doués, les plus habiles, plutôt que d'être représenté par des camarades de moindre valeur. Mais le représentant le plus remarquable de la classe ouvrière n'obtiendra rien s'il n'a pas les *masses* derrière lui, quelque capable qu'il puisse être. *Ce sont elles qui apportent les résultats pratiques. Et c'est de leur nombre et leur force que dépend la valeur des victoires que nous remportons.* Aucun adversaire n'abandonne la situation qu'il occupe pour nous faire plaisir. Et il arrive très souvent que ce sont ceux-là qui ont cru rouler les autres (les adversaires) qui sont eux-mêmes roulés.

Au cours de la discussion qui a suivi le rapport concernant l'activité des conseillers nationaux, on a beaucoup parlé de *la tactique parlementaire*, de travail «pratique» et dit que nos députés sont comme des «diplomates accrédités auprès d'une grande puissance» qui obtiennent souvent plus en ne disant rien qu'en parlant de tout et d'autres choses encore. Il ne faut cependant pas oublier que dans la démocratie socialiste, il ne s'agit point de jeter ses paroles au vent. La besogne est plus haute et plus importante. *Il s'agit de conduire la bataille parlementaire, de créer des situations dans lesquelles les représentants des partis bourgeois aient à se prononcer clairement, sans ambiguïté, sur des questions précises.* Au moment où nous obligeons les partis bourgeois à prendre position, dans les parlements, quand des questions sociales importantes se présentent, au moment où nos représentants bataillent pour faire admettre leurs postulats et leurs propositions, il faut que nos adversaires donnent le fond et le tréfonds de leur pensée-.

À ce moment-là, il ne s'agit plus qu'ils tergiversent. Il faut qu'ils disent oui ou non! Il faut que les parlementaires de la bourgeoisie montrent quelle est leur opinion réelle, puisque dans cette

lutte en faveur de revendications sociales, ils ont fait toutes sortes de promesses au moment des élections pour ramasser, sur leur nom, autant d'électeurs qu'ils pouvaient. S'ils appuient les socialistes, tant mieux. S'ils ne le font pas – ce qui est plus généralement la règle – leur manière d'agir est pour les ouvriers une excellente leçon de choses. Et c'est de cette façon-là seulement que les ouvriers apprennent à connaître vraiment leurs adversaires. Ainsi les masses comprennent mieux que par le passé, ce qu'il est de la politique bourgeoise; la conscience de classe s'aiguisé. Et ce travail d'éducation de la classe ouvrière par le parlement fait disparaître l'indifférentisme de bien des travailleurs.

Quand la bataille parlementaire est ainsi comprise – et ainsi elle répond seule aux sentiments de la classe ouvrière et en même temps à ses intérêts – elle est en même temps la meilleure garantie qui se puisse prendre contre la position particulière, réclamée par nos délégués parlementaires et dont nous avons déjà parlé plus haut, quand ils demandent que le parti leur délivre un blanc-seing pour leur activité et repoussent la critique de leurs actes en déclarant qu'ils en portent, *eux*, la responsabilité, ce qui est une formule vraiment pas trop facile. La suppression de ce régime antidémocratique, non socialiste, sera pour le parti un gain inappréciable. Car de cette façon-là seulement disparaîtront des querelles qui n'ont rien de bien édifiant. Et nous aurons alors de quoi nous occuper d'autres questions importantes, aussi bien dans la presse du parti que dans nos congrès. En même temps aussi, nous accroîtrons grandement le plaisir au travail, l'activité et le développement intellectuel des camarades du parti. Quand les parlementaires font de la politique *sur* le dos des masses, au lieu de faire de la politique coude à coude *avec* les masses, quand l'idée se fait jour que les parlementaires fassent tout pour les ouvriers, cela produit un effet paralysant sur les organisations, arrête leur développement interne, autant que leur expansion externe. *C'est alors que deviennent nombreux ceux qui croient que l'activité politique des ouvriers ne doit se limiter qu'à l'exercice du droit de vote électoral.* Il suffit alors de choisir les bons candidats et à les nommer. Les parlementaires feront le reste. Inutile de dire que cette façon de comprendre nuit au parti, qu'elle anesthésie sa faculté d'action et sa capacité de propagande, qu'elle contribue au développement de l'indifférence dans les masses, en ce qui concerne les questions politiques. Et cela est si vrai qu'il suffit d'exposer les faits pour que tout de suite la nécessité se fasse jour de les faire disparaître en un tour de main. Si donc, les relations étroites entre le parti et les syndicats constituent un correctif à une conception du parlementarisme qui conduirait à des situations intenable, il faut tenir compte d'une dernière raison en faveur d'une valorisation de la force économiquement organisée des ouvriers dans le parti. De même que sur le terrain professionnel, les rapports de moyens à succès se transforment avec la grandeur croissante des luttes, de même il en va sur le terrain de la lutte politique de la classe ouvrière.

L'argument qui consiste à dire que les succès pratiques immédiats de notre parti croissent avec le nombre de nos députés dans les parlements, n'est juste que *conditionnellement*. Tant qu'il s'agit d'obtenir, dans nos luttes, des concessions relativement petites, nous aurons d'autant plus de succès que nos représentants dans les parlements sont nombreux. Mais, à mesure que nos revendications de classe se projettent au premier plan, ce qui arrivera chaque fois que le développement capitaliste s'affirmera avec plus de vigueur, à mesure que la puissance politique des masses exploitées apparaîtra comme un moyen de faire disparaître finalement la domination capitaliste et ce sur quoi elle repose, à mesure se déplacera le centre de gravité de l'action politique. Celui-ci ne sera plus dans le parlement où on se livre au jeu facile des compromissions, puisque pour nous, comme pour nos adversaires, c'est une question de tout ou rien, *mais bien dans l'activité de la masse elle-même*. Et il se conçoit de lui-même que le parti ne soit victorieux que quand il est complètement d'accord avec la masse et quand il y a harmonie complète entre elle et lui.

Et par masse nous n'entendons pas des éléments qui sont dispersés, qui n'ont ni but ni plan ou dont la situation économique cherche à se raccrocher au passé, comme c'est le cas pour la petite bourgeoisie. Ce que nous voyons, en toute première ligne, ce sont *ces masses organisées*, conscientes, ces groupements nombreux d'ouvriers qui appartiennent aux syndicats, qui n'ont aucun intérêt à ce que le régime capitaliste continue à vivre et qui, par conséquent, viennent au socialisme. C'est

pourquoi, non seulement les syndicats sont intéressés, au plus haut degré, à ce qu'il y ait une liaison étroite avec le parti. Mais aussi le parti ne remportera des victoires en relation avec le but final socialiste, et n'atteindra ce but lui-même que quand il s'appuiera sur la masse syndicalement organisée. La concentration croissante des contradictions économiques, agrandissant tous les jours le domaine dans lequel se livre le combat pour la libération du prolétariat, où les victoires partielles présupposent toujours plus l'action de la classe ouvrière tout entière et une fusion de la lutte politique et de la lutte économique du prolétariat.

## En marché vers l'unité

Tels sont les principes que nous voulions développer et qui, vu le peu de temps dont nous disposions, ne purent naturellement rester sans lacunes.

Il me semble que ce que nous avons à faire pour arriver à cette unité, aussi complète que possible, du mouvement ouvrier économique et politique, découle tout naturellement de ce que je viens d'exposer. C'est pourquoi, devant les camarades qui m'écoutent, il est inutile d'insister encore sur le fait *que chaque membre du parti doit appartenir à un syndicat*, pour autant qu'il en existe un dans sa profession et que, réciproquement, *il est du devoir de chaque syndiqué qui comprend bien le devoir qui lui incombe, de faire partie du parti comme membre actif*.

Mais outre cela, il faut que les *organisations* s'entendent entre elles. Et cette entente se faite d'elle-même là où il est question de besoins communes et d'actions à mener d'un commun accord. Cependant, le parti et les syndicats dépendent l'un des autres dans leurs victoires et dans leurs défaites. Et cette dépendance ne fait que croître avec le développement du mouvement ouvrier. Et bien que nous reconnaissons l'indépendance de chacune des organisations, une entente réciproque s'impose, afin d'éviter les moments paralysants et dans le but de faire progresser la classe ouvrière le plus possible. Il y a déjà quelque chose de fait dans cette direction-là, au moins sur *le terrain local*, par les ententes entre parti et organisations syndicales dans les *Unions ouvrières*. Or, cela ne suffit pas aujourd'hui, du fait que nous sommes sortis depuis longtemps déjà de la période des luttes locales, et qu'il faut mieux que cette entente partielle, en un endroit donné, des organisations syndicales et politiques. Il nous faut nous entendre également sur *le terrain national, dans l'ensemble des organisations*, et chercher dès le début à travailler en commun, chaque fois qu'un mouvement se dessine qui, probablement, empiètera sur le domaine de l'organisation voisine. Dans la pratique il n'en ira guère autrement. On s'entendra pour chaque cas sur les détails et on se rencontrera pour discuter de la marche à suivre. Et bien qu'il soit difficile de trouver pour chaque cas particulier des normes qui vaudront dans toutes les occasions, le projet élaboré par le secrétaire de l'Union suisse des fédérations syndicales et mis au point par le Comité central de l'Union suisse, d'une «Entente concernant le règlement des relations entre le parti et les syndicats», montre cependant qu'il y a des principes généraux qui peuvent devenir des principes directeurs pour chacune des organisations. Ce ne sera pas l'affaire du congrès d'aujourd'hui que de déterminer ces bases avec plus de précision. La discussion aboutira à l'examen d'une si grande quantité de détails que le temps nous manquerait de les examiner tous. C'est pourquoi le paragraphe 10 de la résolution qui nous est soumise ne parle que de *donner mandat* au Comité directeur de préparer une entente avec l'Union suisse des fédérations syndicales et d'en soumettre l'acceptation au Comité central du parti.

Qu'on me permette encore quelques brèves observations à propos de la résolution. Pendant le temps très court, durant lequel il a été loisible de discuter mes thèses, on a dit qu'au fond il était absolument superflu de voter une résolution : quand il y a de la bonne volonté, les meilleures thèses ne servent à rien. Sans doute, je ne crois pas qu'il suffise de voter une résolution, pour qu'immédiatement disparaissent les divergences qui peuvent exister entre le parti et les syndicats. Pour la première raison d'abord qu'une résolution n'est pas une décision dont le caractère soit obligatoire, elle n'est pas une loi dont la violation soit soumise à une sanction sévère. Mais si nous voulons nous placer sur ce terrain-là, nous pouvons dire également que nous n'aurions pas eu besoin d'établir un programme de parti dont l'application dépend, elle aussi, en dernier ressort, de

la bonne volonté des masses. Et si personne, dans cette salle, ne demande la suppression du programme du parti, c'est parce que tous ont la claire vision *que dans notre grandiose lutte, il faut une certaine quantité d'idées directrices*. Et de même que le programme du parti renferme les principes généraux du parti et esquisse la marche générale de notre mouvement, de même la résolution que je soumetts à votre approbation servira de fil directeur dans une question spéciale et constituera une base, sur laquelle on pourra discuter des rapports qui doivent exister entre le parti et les syndicats.

Il est hors de doute que les opinions peuvent varier sur la question de savoir si la résolution contient bien tout ce qui devrait être dit dans le moment présent. Il en est qui ont trouvé que la résolution disait trop peu; d'autres ont dit juste le contraire. Celui qui vous parle estime lui-même que ses thèses ne prétendent point à la perfection. Il est certains points qu'il sera permis de poser d'une façon plus tranchante encore. Mais il est un point qu'il ne faut pas perdre de vue: c'est que dans les détails, les manières de comprendre le problème sont des plus divergentes. C'est pourquoi la résolution doit être un *compromis* entre les différentes façons de voir et ne doit parler que des questions sur lesquelles tout le monde est d'accord en laissant impitoyablement de côté, ce qui, dans le moment présent, pourrait nous séparer. Et je crois bien que la résolution est au milieu des opinions contraires et qu'elle peut être adoptée par tous les membres du parti.

Camarades, je suis arrivé au terme de mes explications. Nous avons vu comment le développement historique du parti et des syndicats leur impose non seulement des tâches particulières, *mais aussi des tâches communes*. Les résoudre n'est point facile. Il faut pour cela une compréhension claire des conditions et de la technique de la formidable lutte qui secoue l'actuelle civilisation. Il faut, pour arriver à des solutions, un amour profond de notre cause et un dévouement sans bornes. Mais le fait que nous sommes ici, si nombreux, venus de toutes les régions de la Suisse pour examiner sérieusement une question qui nous préoccupe depuis de longues années et pour la projeter en pleine clarté, le fait aussi que nous n'avons qu'une volonté *unique* pour trouver les moyens qui permettront une ascension toujours plus haute de la classe ouvrière, n'est-ce pas la meilleure garantie que nous aussi, en Suisse, nous trouverons la route, la meilleure qui conduise à l'unité parfaite de l'action de la classe ouvrière.

## RÉSOLUTION

concernant

### les rapports entre le parti et les syndicats

(Adoptée par le Congrès de Bâle)

#### I.

Le Congrès socialiste suisse, adoptant expressément les décisions du Congrès socialiste de Stuttgart, en ce qui concerne les rapports qui doivent exister entre les partis politiques et les syndicats, rappelle la déclaration de principe du parti disant que *la classe ouvrière ne se libérera finalement de toute exploitation et de tout asservissement, et ne se débarrassera du mode actuel de production capitaliste que par le moyen de la lutte de classe*.

#### II.

Pendant que le *parti socialiste* mène la lutte de classe prolétarienne surtout sur le terrain *politique*, les *syndicats* la mènent particulièrement sur le domaine *économique*. Par conséquent, les tâches qui incombent aux deux organisations sont *nécessaires toutes les deux et de même valeur*.

#### III.

*Mais l'activité du parti et celle des syndicats ne s'épuisent pas dans le domaine spécial où chacune des deux organisations règle les affaires qui lui sont propres, indépendamment de l'organisation voisine, engage ses actions personnellement et les conduit à chef d'elle-même. À mesure que le processus du développement capitaliste s'affirme avec plus de netteté, à mesure que se précise la concentration des forces de production, à mesure aussi se constituent et grandissent les associations modernes d'entrepreneurs qui opposent une résistance toujours croissante aux revendications des syndicats. Cette résistance, de même que l'avilissement de la situation économique des ouvriers, en tant que classe, ensuite du renchérissement constant du coût de la vie, conduisent naturellement à une *aggravation des conflits professionnelles qui prennent alors une forme plus violente*. Pour augmenter la part de l'ouvrier à la valeur de son produit, il faut une dépense de forces toujours plus grande et des moyens financiers plus importants.*

C'est pourquoi la lutte des syndicats n'est pas rendue plus difficile seulement par les obstacles économiques que la classe *capitaliste* accumule sur leur route. *Cette classe capitaliste qui domine économiquement, est en même temps la classe qui gouverne politiquement*. Et comme telle, elle appelle à son aide la puissance de l'État, dont elle dispose, et *arrête l'ascension économique de la classe ouvrière par l'emploi des forces de la police et de l'armée, par des lois d'exception et par des jugements vexatoires*.

Ces obstacles ne peuvent être écartés par la lutte syndicale *seulement* et par ses méthodes. *Ce qui s'impose comme une nécessité, c'est le travail en commun avec l'organisation politique de la classe ouvrière*. Tout syndicat qui limiterait son activité au simple domaine économique ou qui voudrait bâtir sur la théorie de l'harmonie des intérêts entre le capital et le travail et qui, inspiré d'un égoïsme corporatif, ne dirigerait ses regards que vers ses intérêts professionnels, serait condamné à l'impuissance et à la stérilité.

Si donc les syndicats ne peuvent avancer sans la lutte politique et sans les victoires politiques de la classe ouvrière, de son côté le parti ne peut remporter des victoires qui le dirigent vers le but final socialiste *que quand il s'appuie sur les masses syndicalement organisées*. Les syndicats sont la première école de solidarité. Ce sont eux qui réveillent la conscience de classe encore endormie, qui conduisent à une appréciation exacte des rapports étroits qui existent entre toutes les formes et activités sociales et qui éduquent le travailleur au point de vue de la discipline prolétarienne.

À mesure que les contradictions de classe deviennent plus aiguës, à mesure s'élargit le terrain sur lequel se livrent les combats pour la libération du prolétariat. *Et des victoires ne peuvent être remportées que par un travail en commun et énergique du parti et des syndicats. Et la lutte de la classe ouvrière aura d'autant plus de succès, remportera des victoires d'autant plus précieuses que les relations entre les deux organisations seront plus intimes et que l'organisation du parti, et des syndicats elle-même offrira plus d'unité*.

#### IV.

Le parti et les syndicats dépendent l'un de l'autre dans leurs succès et dans leurs défaites. Il faut donc que dans l'intérieur de certaines limites ils tiennent compte l'un de l'autre, dans leurs actions. C'est ainsi seulement que, par la lutte de classe, la classe ouvrière, dans son ensemble, pourra faire de rapides progrès.

*Il faut que chaque membre du parti appartienne à un syndicat, pour autant qu'il en existe un de sa profession*.

Il faut que les camarades de métier qui pensent socialistement, fassent comprendre à chaque syndiqué qu'il est du devoir aussi de tout ouvrier, conscient des obligations que lui impose sa classe, d'être politiquement organisé.

#### V.

*Pour consacrer l'unité politique et professionnelle de l'action de la classe ouvrière en Suisse, le parti socialiste entretiendra des rapports constants avec l'Union suisse des fédérations syndicales qui représente les organisations syndicales, cantonnées sur le terrain de la lutte de classe*.

Nous recommandons également très vivement la constitution d'une Union des sociétés professionnelles et des sociétés politiques d'une localité.

Dans le but d'arriver à une rapide et facile entente sur une action commune des deux organisations à agitation commune, développement profond des connaissances socialistes, mesures à prendre contre la limitation ou la violation de la liberté et des droits de la classe ouvrière, développement de la protection du travail – le Congrès charge le Comité directeur du parti de préparer avec le Comité fédéral de l'Union suisse des fédérations syndicales, *un projet d'entente* qui sera soumis à la ratification du Comité central du parti socialiste suisse et aux organes compétents de l'Union suisse des fédérations syndicales.